Banques – En France, les résultats des “tests de résistance” sont restés secrets

11/05/2009 à 22h52

C’est un secret très bien gardé. A l’inverse des Etats-Unis, la France a choisi de ne pas révéler les résultats des “tests de résistance” auxquels viennent d’être soumises ses grandes banques.

Le gouvernement n’est pas allé contre la volonté du gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, hostile à toute communication de nature anxiogène.
Le 26 avril, M. Noyer s’est contenté d’affirmer que tous les établissements français étaient “sains” et avaient la capacité de “traverser la période qui se présente“.
“Nos tests reposent sur des hypothèses de crise extrême (plus sévères, selon nos sources, que les hypothèses retenues aux Etats-Unis, c’est-à-dire supérieures à une récession de – 4 %) qui n’ont pas vocation à se matérialiser. Nous ne souhaitons pas les publier“, explique une source proche des autorités de tutelle bancaires.
***Pour la Banque de France, l’information doit rester entre les mains du superviseur bancaire**. Tout juste apprend-on que la méthodologie employée en France comprend deux scénarios. L’un part de la situation de chaque banque pour la confronter à un scénario économique catastrophe. L’autre examine les effets d’une crise dure sur le système bancaire.*

Le point de vue de la banque centrale française, préférant la discrétion à une communication difficile à maîtriser, n’est pas isolé. De nombreux participants au FMI, fin avril, parmi

lesquels la plupart des superviseurs bancaires européens, avaient mis en garde l'administration Obama contre les effets pervers d'une communication trop transparente. Ils avaient trouvé pour alliée… la Réserve fédérale de New York, alors hostile à "l'opération vérité" programmée par le nouveau président des Etats-Unis.

Cette attitude a pourtant des détracteurs, prompts à dénoncer la culture du secret régnant des milieux financiers. Ceux-ci regrettent que l'Europe ne puisse se livrer, faute d'autorité bancaire unique compétente, au même exercice de "triage" que les Etats-Unis, jugé salutaire pour ramener la sérénité des investisseurs.

(Source: lemonde.fr)